

LA JUSTE FIN DE LA MONDIALISATION
par Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur
Intervention devant la réunion sur les perspectives économiques de moyen terme
de REXECODE

19 mars 2025, Paris

Je vous remercie de cette invitation qui permet d'aller plus loin encore dans la prospective, votre métier, même s'il ne s'agit pas d'une science exacte. Vous m'avez fait venir comme grand témoin. Je ne sais pas de quoi je serais le témoin. Le témoin, c'est celui qui a vu. Il est pourtant très difficile d'avoir vu ce qui va se produire. En tout état de cause, j'ai toujours défendu une vision -qui a autant de rapport avec ce qu'on a vu qu'avec ce qu'on croit voir pour le futur- trempée dans mes convictions et des croyances. Il y a donc là une partialité qu'il vous faudra combattre lorsque vous m'écoutez.

Pourtant, ces intuitions démondialisatrices que j'ai exprimées tôt se sont vérifiées assez vite depuis ces années 90, époque des accords de Marrakech qui ont organisé en quelque sorte la mondialisation actuelle qui n'est autre qu'une production politique des dirigeants politiques de la génération précédente, après l'acte unique européen de 1986. Cette mondialisation a depuis été amplement autopsiée, analysée, mise à plat et comprise.

Soudainement aujourd'hui, nous assistons donc à une sorte de rétrécissement du monde. C'est la fin du village global, du doux commerce et de la mondialisation heureuse. C'est, semble-t-il, la fin de l'OMC, de l'OMS, de l'ONU, de l'OTAN, de la COP. Cela fait beaucoup d'outils ayant progressivement rassemblé les Nations, qui explosent devant nous, morcelant à nouveau le monde. Que se passe-t-il donc ?

Les nations se reforment et reprennent en mains la direction politique de leur économie. C'est ce fait nouveau qu'il faut comprendre. Il est nécessaire d'essayer d'identifier les raisons de cette évolution brutale et durable. Car il ne s'agit pas d'une espèce de crise d'urticaire Trumpiste du peuple américain qui n'aimait pas Madame Harris ou détestait Monsieur Biden. Tout est beaucoup plus profond et mérite d'être considéré comme durable et non-conjoncturel, pour parler comme un économiste.

1- Condamnation occidentale de la mondialisation

La mondialisation est en vérité condamnée par les populations occidentales. C'est ce qu'il faut comprendre puisque ce sont elles qui décident *in fine* du destin de leur société et donc de leur économie. La mondialisation a épuisé moralement l'Occident, et son rejet s'est enraciné dans les pays Occidentaux. Elle a appauvri les classes populaires qui congédient leurs dirigeants fautifs d'être complices de la mondialisation et continueront à les congédier les uns après les autres pour choisir et placer des protecteurs à leur place. Le Trumpisme comme le Brexit en sont les deux premières expressions (2016). Avec Madame Meloni (2022), nous n'en sommes pas très loin. En France, nous avons une alternance qui se profile, assez ressemblante avec ce qui s'est passé aux États-Unis et dans tous les pays européens ou dans les pays occidentaux, y compris en Amérique latine. Nous comprenons alors comment les grandes controverses du monde occidental s'organisent et s'ordonnent autour de cette question fondamentale : pour ou contre le retour des frontières économiques ou des frontières tout court.

Pour instruire la compréhension de ce rejet puissant, massif et durable, j'ai repris le rapport officiel que Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, avait rendu à la demande du président Sarkozy, en 2007, sur la mondialisation intitulé : « *Mondialisation et Intérêt national* » Pour ou contre ? Quel est notre choix, nous, Français, dans la mondialisation ? Je retrouve cette phrase : « *La mondialisation a mis en concurrence des vieilles classes ouvrières syndiquées avec 100 ans d'acquis sociaux, avec des esclaves des pays asiatiques qui n'avaient pas le droit de se rebeller, demander des hausses de salaire et obtenir des droits sociaux* ». C'est une forme prémonitoire de Trumpisme que traduit cette phrase d'il y a presque 20 ans, et qui montre comment cette rébellion des classes populaires et moyennes appauvries a condamné la mondialisation, jugée à juste titre « *instable, déloyale et inégalitaire* ». *Instable*, car transmettrice de toutes les crises ; nous n'avons toujours vécu que dans des crises qu'ont invariablement payé les mêmes classes sociales. *Déloyale*, car impossible à combattre, ce qu'expliquait déjà Hubert Védrine. On pourrait ajouter comme cette phrase contenant un trait de génie du philosophe allemand Jurgen Habermas : « *La mondialisation, c'est l'effondrement du pouvoir d'achat des bulletins de vote* ».

Enfin *inégalitaire*, parce que l'augmentation exponentielle des inégalités a trouvé sa fertilité dans ce système économique très, trop ouvert, et finalement extrémiste ; j'ai repris les conclusions d'un rapport McKinsey, -ce n'est pas une officine mélenchoniste- qui avait fait l'analyse de ce qui s'était passé au cours de deux décennies en matière de distribution des revenus : entre 2005 et 2014, 70% des ménages des pays développés, soit 580 millions de personnes ont vu leurs revenus stagner ou baisser, excusez du peu ! On le voit autour de nous en traversant la France des Sous-Préfectures. Sauf l'Île de France, toutes les régions françaises ont un revenu par habitant désormais inférieur à la moyenne européenne (*source Eurostat*). Vous sortez de Paris (Paris est devenue Monaco), allez là où je suis né, dans notre fière Province, j'y ai vu la lente dégringolade économique et l'appauvrissement des gens. C'est une humiliante et triste réalité.

En guise de comparaison, que s'était-il passé dans la décennie précédente, celle qui avait à peine inauguré la mondialisation, dans les années 2000, date de l'entrée de la Chine sans aucune contrepartie dans l'Organisation Mondiale du Commerce ? Entre 1993 et 2005 : seulement 10% des ménages des pays développés avaient vu leurs revenus stagner ou baisser, soit seulement 10 millions de personnes.

Pendant toutes ces années d'appauvrissement-là, l'économie a continué à fonctionner, avec de la croissance malgré la grande récession de 2008-2009 et la crise du Covid. 82% des richesses créées sont allées entre les mains des 1% les plus riches des ménages.

On comprend mieux les fondamentaux de la rébellion politique à l'œuvre : Trump, le Brexit, les Gilets Jaunes, Meloni, Orban et Le Pen sont les branches du même arbre auxquelles les classes moyennes et populaires s'accrochent pour relever la tête et sortir de cette mondialisation destructrice de leurs intérêts.

Il y a deux pays occidentaux dans lesquels les sondages sur la mondialisation sont les plus négatifs depuis 25 ans, les Etats-Unis et la France. On observera que c'est précisément dans ces deux pays-là qu'on trouve des points communs de résistance. Ce sont deux pays qui ont des déficits jumeaux : déficit du commerce extérieur traduisant une sévère désindustrialisation et déficit public traduisant le besoin de compenser par la dette ce que l'inadaptation à la mondialisation ne pouvait assurer, à savoir le pain quotidien. Le premier déficit, du commerce extérieur, enregistre les dégâts de la mondialisation et le second matérialise, par le surendettement public les tentatives de réparation par la dette publique de la mondialisation, une forme d'expression économique de la souffrance ressentie par la population résistante.

Ainsi, la remontée des droits de douane est l'équivalent politique d'une reprise de contrôle par la population de son économie. La réélection de Trump traduit l'ouverture d'un cycle politique au long cours. C'est plutôt un Kondratiev qu'un Juglar dirait-on en économie. Il est fort possible que nous retrouvions, c'est une intuition, presque une conviction, par voie d'escalades successives et répliques des hausses de droits de douane, le niveau des barrières douanières qui existait avant les accords de démantèlement de l'Uruguay Round, en 1994, sa concrétisation à Marrakech et la naissance de l'Organisation Mondiale du Commerce. La mondialisation aura donc duré trente ans. Elle va enfin se terminer, ce qu'il faut saluer.

Quand vous lisez le livre important de Susan Berger, professeur au Massachusetts Institute of Technology, « *Notre Première Mondialisation* », elle fait l'analyse de ce qui s'était passé au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La mondialisation s'est arrêtée avec la guerre de 1914. Elle montre que c'est la dérégulation des marchés qui a amené les Nations à se jeter les unes contre les autres. À l'inverse du préjugé, ce n'est pas le protectionnisme qui fabriqua la guerre, mais au contraire la mondialisation débridée des échanges. C'est parce qu'il n'y avait plus de barrières douanières que les grandes puissances industrielles occidentales se sont combattues autrement que par la protection frontalière.

Il est intéressant d'observer les similitudes entre cette période avant la 1^{ère} guerre mondiale et celle que nous sommes en train de vivre. C'est d'ailleurs toujours de l'Est de l'Europe que se transmettent politiquement les démons de la conflictualité. Soyons donc pleinement avertis de cette leçon de l'histoire.

Sur le plan économique, un signal devrait nous alerter : la continuité des politiques de remontée des droits de douane états-uniens se poursuit par-delà les alternances politiques puisque les droits de douane de Monsieur Trump n'ont pas été abandonnés par Monsieur Biden. D'ailleurs, Monsieur Obama avait lui-même commencé à remonter les droits de douane. Nous avons-là une tendance profonde étrangère aux accès conjoncturels à caractère électoral et politique. C'est donc bien une nouvelle configuration stratégique qui s'installe durablement sous nos yeux.

Essayons d'en mesurer dès lors les conséquences et apprécions chacune de celles qui pourraient toucher notre univers concret et quotidien.

2- Naissance d'un éco-souverainisme

Première extension avec effets de contagion : Les politiques de souveraineté et de protection vont se multiplier partout. Une politique de souveraineté, c'est « *une Nation décide librement, et ne veut plus dépendre des autres* ». Vous avez observé une apparition récurrente dans les intitulés ministériels en France. Dans ce tourniquet enivrant des ministres -une sorte de nouvelle IV^e République à l'intérieur de la V^e où les ministres changent tous les mois- il n'y a qu'une chose qui ne change pas : le mot souveraineté. L'intitulé de leur ministère est désormais invariablement souverainiste : ministère de la Souveraineté Industrielle, de la Souveraineté Numérique, de la Souveraineté Alimentaire. A quand la Souveraineté sanitaire, la Souveraineté judiciaire ? Ces deux-là ne seraient pas de trop. Pourquoi ce nouveau prurit dans la cosmétique politique ? Parce que le désir, le besoin, la demande sont bien là. L'offre politique elle, ne l'est toujours pas : les choix et les méthodes politiques ne sont pas encore souverainistes et le sont encore que d'apparence. Mais elles commencent à se concrétiser.

J'ai beaucoup essayé de le faire il y a 10 ans lorsque j'étais en fonctions avec mon décret du 14 mai 2014, de contrôle effectif des investissements étrangers, avec la réutilisation du Fonds de Développement Économique et Social qui faisait la banque à la place des banques envers les entreprises en difficulté, ou encore avec les 34 plans industriels qui servaient à aligner les intérêts publics et privés autour de l'émergence de nouveaux produits à fabriquer sur le sol français. Mais un chantier considérable reste à accomplir pour rattraper le temps perdu de l'inaction. Car pendant que nous défendons encore le modèle libéral européen -naïf et destructeur-, les autres Nations s'arment et se réarment économiquement.

Dans cette nouvelle course à l'armement éco-souverainiste, qui seront les bénéficiaires et les victimes de ces politiques protectionnistes agressives ? On voit que les économies extraverties, en gros l'Allemagne, la Chine, aux excédents anormaux et gigantesques, sont celles qui logiquement devraient être les victimes de ces politiques. Elles en sont en tous cas les cibles.

Les autres Nations, celles qui pratiquent le souverainisme au quotidien, les économies aux déficits jumeaux, comme la France et les Etats-Unis, celles qui se vivent comme les victimes de la mondialisation, c'est probablement dans ces pays que ces politiques devraient trouver un point d'appui. La France est une Nation qui est particulièrement charpentée avec un État plus fort qu'ailleurs, pour pratiquer ce type de politique ; elle est un point d'appui pour l'organiser et le protectionnisme serait un point d'appui utile pour organiser sa rapide réindustrialisation. Ce protectionnisme fut la base politique du Japon de l'ère *Meiji* pour se lancer et prendre sa place -aujourd'hui considérable- dans la première révolution industrielle. Le protectionnisme fut pour toutes les Nations émergentes des débuts de la révolution industrielle, le moyen de se lancer avec succès. Je rappelle toujours que telle fut déjà la stratégie chinoise récente dans la mondialisation, conçue par Deng Xiao Ping. Comme l'écrivait le Haut-Commissaire au Plan dans une note du Commissariat au Plan, dont je conseille instamment la lecture « *La bataille du commerce extérieur* », le Haut-Commissaire, qui est maintenant notre Premier ministre, signait cette phrase : « *Par certains aspects, l'économie française présente les traits d'un pays en voie de développement* ». Nous avons donc besoin de recommencer ce que nous avons fait au XIX^e siècle, ce que d'autres Nations ont fait : nous avons besoin de protections pour réindustrialiser notre pays qui par certains aspects de son économie ressemble effectivement à une économie en voie de développement.

Beaucoup a été écrit sur les moyens de réussir cette stratégie de réindustrialisation en France. Nous avons avec mon équipe ministérielle du Redressement Productif, il y a 10 ans, construit les plans de la Nouvelle France Industrielle. Nous avons planifié 34 plans. Ce n'étaient pas des plans pompidoliens. C'était un système d'alignement négocié des intérêts publics et privés autour de projets de re-fabrication de produits Made in France. On additionnait des ressources publiques et des ressources privées. On faisait travailler ensemble des laboratoires de recherche publics et des laboratoires de recherche privés, on faisait s'entendre entre elles des entreprises qui étaient concurrentes, et on construisait des ententes, contraires au droit européen, il faut bien l'avouer, mais qu'importe ! Ce sont les dirigeants d'entreprises eux-mêmes qui ont fabriqué ces plans et à qui nous avons décidé d'en confier la direction et le pilotage. Certains de ces plans -peu nombreux- ont survécu aux abandons décidés par mon illustre successeur, un certain Emmanuel Macron.

À chaque page de ces plans que nous écrivions, les fonctionnaires de Bercy le répétaient : « *Mais que va dire la Commission Européenne ?* » Je leur répondais qu'on devait s'en moquer comme de notre première chemise, et que si on nous cherchait quelques noises, on plaiderait devant la Commission Européenne, puis devant la Cour de Justice s'il le fallait et que pour l'instant on privilégiait l'industrie française qui en avait tant besoin. Je leur disais que le droit européen est une question d'interprétation et qu'il est fait pour être tordu. Finalement, la Commission nous a laissé faire parce que le surplomb européen est surtout une question d'autocensure. Quand j'ai fait le décret qui contrôle les investissements étrangers qui a eu une longue carrière depuis, qui a servi à quelques protections, on m'a dit « *Jamais la Commission Européenne ne voudra le faire* ». Villepin avait essayé de le faire et s'était fait cruellement retoquer à l'époque de l'OPA hostile d'Alcan sur Péchiney. En 2014, c'est la transgression française que nous avons lancée au redressement productif qui a fait tache d'huile partout en Europe avec des pays membres comme l'Allemagne et l'Italie qui nous ont imités. Depuis, l'éco-souverainisme est en train de progresser enfin, mais à une vitesse malheureusement beaucoup plus lente que celle des adversaires maintenant révélés de nos intérêts, non pas seulement la Chine mais désormais les Etats-Unis d'Amérique.

Plus concrètement comment s'y prendre ? Lisez la proposition du rapport d'Olivier Lluansi que lui a commandé le Gouvernement, sous l'initiative de Monsieur Le Maire, que ce dernier a refusé de publier d'ailleurs. Lluansi en a fait un très bon livre qui raconte qu'il faut allouer 30 milliards par an pour retrouver 15% de PIB industriel en France, c'est-à-dire à peu près l'équivalent de l'Espagne. On est entre 10 et 11 %, il faut donc monter de 5 points. C'était un travail totalement orthogonal avec la doxa libérale européenne, qui refusait toute atteinte au dogme de la concurrence, ce qui est la définition même d'une politique industrielle : la politique de concurrence est faite pour favoriser les consommateurs qui veulent le prix mondial, la politique industrielle est faite pour les producteurs qui veulent au contraire combattre le prix mondial.

L'usage de la commande publique est l'une des clés de la réindustrialisation, car elle permet de discriminer positivement les produits fabriqués localement. C'est donc bien un protectionnisme local, très efficace s'il est bien utilisé. C'est un peu ce qu'il faudrait faire pour relocaliser la production de médicaments pour lesquels nous sommes en rupture d'approvisionnement (5000 produits médicamenteux signalés en 2024), le levier de la Sécurité sociale n'est pas assez utilisé. Pour réussir la réindustrialisation des médicaments, on a besoin de commande publique qui est précisément anti-concurrentielle quand elle privilégie la production locale. Il s'agit donc clairement d'une mesure de défiance à l'encontre du marché, et d'une allocation autoritaire des ressources, c'est-à-dire qu'on affecte des moyens publics à un programme de réindustrialisation. On ne fait donc pas confiance au marché pour réindustrialiser, à juste titre puisque celui-ci est précisément l'auteur des destructions des décennies précédentes. Pour investir massivement dans la réindustrialisation, il faudra donc trouver et investir 30 milliards d'euros par an supplémentaires dans l'appareil productif national sur 10 ans. Il s'agira de mobiliser autant d'argent privé que public, de la dette publique comme privée.

3- Contagion du protectionnisme au système financier

Il est alors permis de se poser la question suivante : Est-ce que la contagion protectionniste décrite plus haut va toucher jusqu'au système financier ? Puisque nos différentiels de croissance entre les États-Unis et l'Union Européenne, notre vassalisation numérique capturant la valeur et les différentiels de capitalisation boursière qui en découlent, conduisent notre épargne à migrer et alimenter l'investissement de l'autre côté de l'Atlantique plutôt que chez nous.

C'est une question décisive parce qu'avant l'Acte Unique (1986), l'épargne des Nations européennes ne pouvait pas s'en aller librement aux États-Unis ou ailleurs. Cette dérégulation qui a d'ailleurs été imaginée par une poignée de hauts fonctionnaires français logés à l'époque au FMI, à l'OCDE, et à la Commission Européenne en tête desquels Pascal Lamy, tous dirigeants ces organisations internationales des années 80, ayant porté et mis en œuvre ces choix dérégulateurs du système financier que nous payons cruellement aujourd'hui. Ces décisions prises dans le dos des populations à qui l'on en masqua soigneusement les conséquences ont été sérieusement autopsiées par un professeur d'Harvard nommé Rami Abdelal, dans « *The Construction of the Global Finance* ». Cet ouvrage clé montre que les décisions dérégulatrices ont été juridico-politiques, et sont par conséquent parfaitement réversibles.

Je me souviens que comme jeune parlementaire, j'avais été rapporteur d'une mission d'information sur la nocivité des paradis fiscaux européens. A l'époque, les soi-disant spécialistes répétaient qu'il était impossible de réguler la finance, qu'on ne pouvait pas se débarrasser des paradis fiscaux parce que le système des chambres de compensation (*Clearstream*, la boîte noire de la mondialisation financière), était libre et juridiquement garanti dans sa liberté, de tout faire et n'importe quoi. Quand surgit dernièrement avec le conflit russo-ukrainien l'affaire des avoirs russes et de la saisie sans fondement juridique clair dans un premier temps d'un certain nombre de possessions ou propriétés d'oligarques russes, on décida de bloquer toutes les transactions financières d'entités russes au sein de *Clearstream* pour des raisons géopolitiques et d'impératifs de sécurité européenne, cela fut fait en 10 minutes, démontrant que les outils et les instruments existent pour protéger le système financier à la fois de ses intrusions indésirables mais également de ses fuites. Ce type d'instruments de contrôle et de restriction sera sans aucun doute utilisé désormais sans ménagement en fonction des besoins souverains de financement de nos économies, surtout si les circonstances géopolitiques démontrent l'usage par des nations adverses de leur force économique pour servir quelques finalités politiques indésirables.

Le rapport Draghi indiquait déjà, en septembre 2024, qu'il allait nous falloir trouver 800 milliards d'euros à réinvestir dans l'industrie et la technologie en Europe ; le lâchage de l'Europe par les États-Unis en janvier 2025 nous a amené à devoir encore trouver 800 autres milliards d'euros pour réarmer militairement l'Union Européenne dans l'ensemble de ses composantes nationales. Ces deux montants additionnés représentent l'équivalent de 8% du PIB européen. Est-ce que l'Union Européenne dispose d'une capacité d'endettement à hauteur de 8% de son PIB ? Alors qu'elle n'a comme recette propre la seule taxe carbone s'élevant entre 1 et 2 milliards d'euros par an ? Tout le reste de son budget provient des contributions de ses États membres qui ne pourront pas supporter pour la plupart un fardeau supplémentaire de la dette. C'est donc l'épargne privée qui va devoir faire l'objet de mesures d'autorité et de protectionnisme.

De ce point de vue-là ma prédiction, puisque nous sommes dans une réunion qui essaie d'apercevoir le futur, est qu'il paraît assez inéluctable que des décisions autoritaires de blocage de l'épargne sur le sol européen ou d'investissement forcé dans les entreprises européennes, ou de taxation des fuites d'épargne devront être prises, protectionnistes, forcément. Le gouvernement français, c'est un signe avant-coureur, a demandé il y a quelques années à un polytechnicien, Monsieur Philippe Tibi, de ratisser tous les souscripteurs des fonds d'investissement français, les collecteurs d'assurance-vie qui rassemblent notre épargne -ce sont là nos fonds de pension- soit 2000 milliards d'euros en stock. Il leur a demandé aimablement d'investir dans les fonds d'investissement français qu'il leur désignerait supposant qu'ils allaient investir dans la Tech française et européenne. Puis cette première mission Tibi a été étendue à l'industrie. C'était une incitation, mais n'était pas une obligation. Depuis longtemps, j'ai toujours défendu l'idée qu'il y ait 5% des encours qui restent à domicile et qui servent à financer tout ce que nous avons besoin de financer -hors budgets publics-, en priorité notre appareil productif. C'est exactement ce que préconise le rapport Lluansi. Et ce n'est ni plus ni moins que la déclinaison nationale du rapport Draghi. 30 milliards par an, vous rajoutez 10 pour la défense, 40-45 milliards. Nous les avons largement, puisque les Français cotisent à hauteur de 12 milliards d'euros par mois à leur assurance vie (150Mds par an). Nous serions peut-être un peu en compétition tendue avec les besoins de financement des déficits publics et le financement de l'immobilier qui draine plus de 90% de notre épargne nationale, mais ce n'est vraiment pas impossible.

La méthode Tibi est une application de la méthode dite du *nudge*, où il est chuchoté avec sourire et insistance à l'oreille des puissants pour qu'ils fassent telle ou telle politique, mais le résultat est qu'elle n'a eu aucun résultat. En vérité, la mission Tibi s'est soldée par un échec cuisant : les assurances-vie ont continué à mettre de l'argent dans les fonds désignés par Monsieur Tibi et son équipe mais qui financent encore davantage les Etats-Unis d'Amérique et les obligations d'État du Trésor américain, de Singapour, et tous les autres. Nous allons donc en venir inéluctablement à des mesures autoritaires. Et il le faudra dans notre intérêt national, sinon nous financerons notre destruction lente ou notre asservissement, puisque nous n'avons pas même conscience que nous finançons par notre épargne, par notre travail, le rachat de notre économie par les autres, qui veulent notre asservissement à leurs intérêts.

Ce nouveau protectionnisme financier est donc aussi inéluctable que s'est généralisé l'avènement des politiques de souveraineté.

4- Réarmement numérique en vue

Allons un peu plus loin. Comment allons-nous réagir, nous, Français et Européens, contre la domination numérique des États Unis que nous avons consentis dans cette forme contemporaine de « *servitude volontaire* » décrite avec profondeur par Étienne de la Boétie (1530-1563).

Nous savons que cette servitude numérique est la cause de nos malheurs. Le rapport Draghi rappelle que les 30% d'écart de création de richesses entre la zone Amérique et la zone Européenne sont dus à la concentration de surpuissance technologique aux États-Unis dont les GAFAM ont pris des positions de domination de nos marchés qui pompent la création de notre valeur en Europe. J'entends de plus en plus prononcer mon expression favorite depuis 15 ans : « *nous sommes une colonie numérique des États-Unis d'Amérique* ». Cela faisait autrefois un peu rire, les auditoires que j'avais devant moi pensant certainement que j'exagérais. C'est une parfaite évidence aujourd'hui, plus personne ne rit désormais.

Cette question n'a jamais été abordée de façon sérieuse par les institutions européennes pourtant chargées de protéger les européens contre les abus de domination de nos marchés. Elles sont excessivement tatillonnes contre les entreprises européennes mais archi-complaisantes, et lamentablement absentes contre les entreprises américaines.

La seule question abordée par la Commission ou le Conseil est celle justifiée de la défense de nos valeurs et libertés. Les attaques récentes du Vice-Président américain ont confirmé l'utilité d'un affrontement direct avec les GAFAM, devenus en un claquement de doigt les alliés du Trumpisme et son impérialisme techno-numérique. Pourtant, les institutions et autorités européennes sont très éloignées dans leurs solutions de nous libérer de la situation de domination et d'asservissement qui devient au fil des années économiquement insoutenable.

Ainsi, nous sommes en Europe et en France dépendants au Cloud américain à 70%. Il y a 5 ans, c'était seulement 50%. La dépendance s'accroît à une vitesse exceptionnelle et les Américains prennent des parts de marché nous plaçant en situation de capture de valeur, inadmissible. Les hyperscalers, c'est-à-dire Amazon Web Services, Microsoft et Google Cloud, imposent désormais des hausses de prix à deux chiffres parce qu'ils sont en situation de monopole sur nos entreprises, sans que quiconque ne réagisse. Nous-mêmes continuons à entreposer nos données auprès de ces pieuvres dévorantes et insatiables qui disposent de nos plus grandes masses de données, notre big data, disposent des moyens du calcul quantique, disposent des outils de l'intelligence artificielle, que nous avons ainsi placées en situation de nous voler notre valeur. Notre absence de réaction augmente avec le temps notre propre vassalisation.

Y aura-t-il alors un protectionnisme numérique ? Allons-nous sortir de la politique de réglementation fondée sur la seule défense des libertés publiques, de nos valeurs ? Allons-nous enfin glisser vers une politique de substitution d'opérateurs ? Comme il va falloir que l'on substitue les Rafales aux F35, que l'on substitue les industries américaines par les nôtres. Il va également falloir que nous ayons une politique de substitution des opérateurs numériques. N'importe qui dans le secteur vous dira que le jour où la Commission Européenne annoncera que Google, Amazon, Microsoft étant en abus criant de position dominante sur le marché et n'auront plus que 2 ans pour se mettre en conformité avec la loi européenne en faisant redescendre leurs parts de marché à moins de 50%, tous les Français de la Silicon Valley reviendront en masse, construiront en un temps record les nouvelles start-up dont les technologies seront bien meilleures que celles des grandes plateformes américaines.

L'Union Européenne est, en l'état de sa paralysie structurelle et de sa dépendance psychologique et culturelle à l'Amérique, incapable de prendre une telle décision, qu'il lui faudra pourtant inévitablement prendre, tôt ou tard.

Je me souviens avoir déposé au nom du Gouvernement Français, une plainte contre Google, cosignée avec le Vice-chancelier allemand qui était, à l'époque, mon homologue ministre de l'Économie et numéro 2 du gouvernement d'Angela Merkel. Je me souviens que le Commissaire européen à la concurrence de l'époque, un socialiste espagnol, Joaquim Almunia, m'avait dit que cela ne se faisait pas de déposer des plaintes devant la Commission Européenne contre les GAFAM Américains, et qu'il valait mieux un bon accord qu'un mauvais procès. J'avais rétorqué qu'il valait mieux un bon procès qu'un très mauvais accord et nous avons donc déposé plainte qui a donné lieu à une amende prononcée sur demande de la Commissaire européenne à la concurrence, Margarete Vestager. La Commission était fière d'avoir infligé une amende de 1,49 MD € à Google, mais une telle sanction ne représentait pour Google que l'équivalent du prix d'un ticket de métro (348 MDS \$ du chiffre d'affaires en 2024). Pour les européens, le montant fut considérable mais cette amende n'eut aucune espèce d'effet.

Il paraît pourtant inévitable que trois ou quatre pays européens finiront par prendre ce taureau par les cornes : ils décideront par voie de blocage unilatéral fondé sur leur droit de la concurrence d'organiser la substitution de ces plateformes par des plateformes européennes. Après le réarmement militaire, le temps viendra vite du réarmement numérique. Car il n'a échappé à personne qu'il existe désormais une base populaire de marché et de soutien à des nouveaux GAFAM européens cette fois, qui s'exprime d'ores et déjà en Europe par le refus de la domination techno-fasciste. Tesla en est le premier signal, avec des ventes en chute libre dans tous les pays européens, phénomène considérable qui est appelé à se transporter vers les plateformes numériques. Le consommateur européen reprend le pouvoir, bientôt les entreprises européennes suivront, en utilisant leur capacité d'acheter pour contribuer à une alternative.

De l'industrie à l'agriculture, du système financier à l'économie numérique, le protectionnisme paraît désormais inéluctable dans tous les compartiments de l'action politico-économique.

5- L'écologie comme nouveau souverainisme.

L'élection de Monsieur Trump n'a nullement résolu le problème difficilement surmontable du réchauffement climatique. La question écologique reste à bon droit lancinante et surplombante. Le « *Drill Baby Drill* » n'empêche en rien que l'économie ne sera plus assurée à 2 degrés Celsius de plus, que les enchaînements de catastrophes naturelles détruiront de plus en plus de PIB par petit bouts, et que l'inaction nous coûtera à la fin une forme d'affaiblissement de l'économie dont nous savons déjà calculer et anticiper les effets.

Dans la confrontation renaissante des Nations, nous ne pouvons oublier l'impératif écologique, car c'est la survie de l'humanité à assez brève échéance qui se joue là. Cette question semble avoir été effacée des agendas et des ordres du jour, comme écartée comme s'il s'agissait d'une entrave à l'expression renouvelée des Nations.

Il s'agit pourtant là encore d'une substitution ou d'un remplacement (!) économique cette fois qui doit s'organiser encore : la transition écologique doit remplacer la croissance brune par la croissance verte. Il faut organiser une décroissance des activités fossiles brunes et propulser une super-croissance verte au contenu écologique pour compenser l'indispensable décroissance brune. Cela ressemble fort à une révolution industrielle à accomplir dans un temps archi-rétréci. Non pas en 50 ans, comme cela a pu avoir lieu au XIX^e siècle, mais comme ce fut le cas avec Internet, en 20 ans. Elle ne peut pas, on le sait, avoir lieu par le seul et simple truchement des mécanismes de marché. La transition ne pourra advenir naturellement. Elle n'advient que par l'appui de politiques publiques qui vont devoir choisir des technologies, les financer, organiser les substitutions par la taxe ou par l'interdit, et prendre des décisions de régulation autoritaire des marchés avec les grands problèmes que cela va provoquer. L'exemple du véhicule électrique généralisé à 2035, décision unilatérale prise par l'Union Européenne est une terrible leçon : cette décision ne marche pas parce qu'il n'y a personne pour acheter les véhicules électriques que la Commission Européenne a imposé de construire aux constructeurs européens. En conséquence, nous subissons en Europe une destruction massive de notre appareil industriel, parce qu'il n'y a pas l'accompagnement protectionniste souhaitable vis-à-vis des véhicules électriques Chinois à bas prix. Ce sont 14 millions d'emplois en Europe, qui sont ainsi menacés dans l'industrie automobile. Le carnage a commencé sans mesure sérieuse et dimensionnée de l'Union Européenne : Volkswagen fait un plan social de 35 000 personnes. En France, ce sont les sous-traitants qui s'effondrent comme des petits dominos. C'est une révolution en gilets jaunes qui se prépare et nous serons tous jaunes, dans ce contexte de destruction économique et social accéléré.

Cette substitution, nous ne pourrons la faire qu'avec un État capable de la financer, supposant que les finances publiques aient retrouvé de sérieuses marges de manœuvre. Ce n'est pas avant longtemps, vous l'avez compris. Surtout si l'Union Européenne persiste à faire peser le financement de ses politiques sur les seules finances des États sans les financer elle-même, refusant d'entreposer la dette à son niveau, et persistant à l'imposer au niveau des États membres.

Par ailleurs, tous ces investissements écologiques de décarbonation ne sont ni de productivité, ni de capacité. Ils ne peuvent pas servir la performance économique. Ce ne sont que des coûts et des entraves à la compétition économique aujourd'hui. Ils sont donc à système de compétition de marché constant, lourdement inflationnistes puisqu'ils diminuent la productivité du capital investi. Ils ne pourront pas, en l'état, grever le bilan des entreprises, lesquelles ne se laisseront jamais faire et délocaliseront pour éviter ces contraintes.

C'est surtout et enfin une politique infaisable, sauf à demander un courage introuvable dans le système politique, parce qu'elle est totalement inégalitaire. Obliger un ménage moyen à changer de chaudière ou acquérir une voiture électrique, cela représente un an de revenus. Prendre des mesures de politique écologique inégalitaires, forcément impopulaires, ne pourra certainement intervenir que de façon autoritaire. Or, le système politique est aujourd'hui hors d'usage pour entreprendre, réaliser et réussir ce type de politiques. Il est discrédité, sans légitimité, et immobilisé en raison des divisions extrêmes qui minent les sociétés occidentales et européennes.

Il s'agit donc d'une impasse fermée à triple tour en économie ouverte.

Chacun peut alors comprendre pourquoi aucune politique écologique ne peut s'engager sérieusement sans protectionnisme climatique conséquent.

Qu'est-ce que demandent les agriculteurs dans leurs récurrents mouvements de blocage ? Qu'est-ce que les industriels de la métallurgie demandent sans cesse au Gouvernement ? Ils répètent que leur sont infligées des règles écologiques drastiques que ne subissent pas leurs concurrents, lesquels importent sur notre territoire des produits faits au mépris des règles que nos agriculteurs et industriels sont obligés de respecter. Ils demandent soit que ces règles soient imposées aux importateurs, soit que ces règles ne leur soient plus appliquées.

Mais que dit à son tour le MEDEF au sujet de la taxe carbone européenne ? Le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) est un progrès sur le papier, mais en vérité ce ne sont que des taxes supplémentaires sur nos usines. Et il demande, lui aussi, au Gouvernement de mettre des taxes sur les autres mais pas sur nos usines, ce que fait finalement avec force Trump. Taxer les autres (droits de douane) plutôt que taxer les siens (impôts de production), tel sera la norme dans très peu de temps, tel sera le mantra de toutes les tendances politiques.

Dans la résolution de ce dilemme de plus en plus pressant, même la partie non négligeable de la population d'inspiration libérale qui veut des progrès en écologie, sera obligée d'accepter et de soutenir à son tour des mesures de protectionnisme climatique.

De quelque manière que vous preniez le sujet, toutes les opinions même les plus antagoniques convergent toutes vers l'impératif du protectionnisme !

Ainsi, dans la géographie occidentale des controverses, il y a deux grandes familles d'orientation politique : d'un côté, il y a le nationalisme souverainiste identitaire, de l'autre côté, il y a l'écologiste progressiste à vocation universaliste. Ces deux grandes familles-là, qui d'ailleurs recoupent à peu près le débat de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, vont toutes les deux avoir besoin de protectionnisme. Ces deux pôles idéologiques de radicalité sont obligés de s'appuyer sur le protectionnisme pour convaincre du réalisme de leurs politiques, pour les déployer et espérer les réussir.

Vous verrez donc ces deux familles qui s'affrontent et s'insultent tous les jours, se mettre au bout du bout du compte d'accord sur le protectionnisme, parce qu'elles en ont toutes les deux besoin pour des raisons divergentes.

Mais comment, et où pourrait-on réunir dans une politique commune protectionniste ces forces politiquement antagonistes ? Qui pourrait organiser et réussir ce tour de bras, cette impossible unification ? Je ne vois qu'un seul endroit : l'Union Européenne. Le moyen de rassembler les Européens du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, autour d'un avenir commun, c'est d'être ultra-protectionniste, industriellement, agricole, financièrement, numériquement, écologiquement, climatiquement et en même temps redistributrice du pouvoir aux Nations, qui doivent retrouver une forme de liberté d'agir. C'est une réforme importante de l'Union Européenne dans ses orientations idéologiques et dans l'organisation de ses pouvoirs. Mario Draghi a abordé la question de la subsidiarité, comme l'avait fait Valéry Giscard d'Estaing lors de la Convention pour l'Avenir de l'Europe (2001), l'Union Européenne ne devant selon eux deux ne s'occuper que des choses essentielles. Pourquoi l'Union Européenne a subi la défaite du Brexit ? Parce qu'elle est devenue un agent de la mondialisation qui impose la pression extérieure de l'adaptation aux populations intérieures de l'Europe. Elle ouvre comme une passoire ses frontières et refuse de protéger sa population vis-à-vis de l'extérieur. C'est une inversion rapide de ces fautes-là que l'Union Européenne va devoir sans délai organiser si elle veut être à la hauteur de la marche nouvelle du monde, et tout simplement survivre. Être moins intrusive à l'intérieur et plus protectrice vis à vis de l'extérieur. Et elle sera à brève échéance contrainte d'être protectionniste, ce qu'elle a toujours refusé obstinément d'être. Elle fera ainsi la synthèse entre le nationalisme et le progressisme. Le nationalisme se transportera dans une forme collective et collégialement négociée à la frontière européenne, et le protectionnisme deviendra à son tour un progressisme ! Car on n'a pas assez dit que le protectionnisme n'est ni plus ni moins qu'un progressisme, puisqu'il permet de protéger les gens et de mener des politiques dans lesquels ils décident, c'est donc un grand progrès par rapport à « *l'effondrement du pouvoir d'achat des bulletins de vote* » décrit par Habermas dans la mondialisation mourante sous nos yeux ! La mondialisation est à l'inverse une régression extrémiste à laquelle il faut mettre une fin, sans aucune fleur, ni couronne.

Jean-Paul Fitoussi, grand professeur d'économie qui nous a quitté il y a deux ans, a écrit un très beau livre sur l'Union Européenne dont le titre est « *La Règle et le Choix : de la souveraineté économique en Europe* » (2002). L'Union Européenne applique des règles mais ne fait aucun choix, expliquait-il. Cette fois, elle va devoir abandonner ses règles et faire de nouveaux choix. L'histoire sonne enfin à sa porte, à la nôtre !